

# «Le populisme, cancer de la démocratie». La chronique de Patrick Devedjian



Patrick Devedjian

20 février 2019 à 12h45

« L'Etat central n'est pas vierge de toute tentation populiste : il donne souvent le mauvais exemple quand il dépossède le Parlement de ses responsabilités, quand il veut réduire le nombre des parlementaires, ou quand il s'en prend à l'autonomie des collectivités locales. Ainsi il croit flatter le peuple en lui opposant les prétendues élites politiques, économiques ou médiatiques »



Les peuples n'ont jamais aimé être gouvernés, aussi loin que l'on remonte dans le temps. Ils n'y ont consenti que sous l'empire de la nécessité, que ce soit le résultat d'une conquête guerrière, ou le besoin d'être protégé ou encore qu'ils fussent subjugués par une croyance magique ou celle d'une religion. De tous temps également, il y eut des démagogues qui flattaient le peuple afin d'en faire un instrument de pouvoir personnel.

A certaines périodes, les circonstances ont permis d'apporter des limites à l'extrême puissance du pouvoir — ainsi la Révolution française qui ne supportait plus la monarchie absolue — mais ce fut le plus souvent par la révolte et la violence, seuls moyens de mettre un terme à la logique de tout pouvoir qui est de s'accroître indéfiniment quand il n'est pas empêché structurellement. C'est ainsi, bien sûr, qu'est née la démocratie, après plusieurs révolutions sanglantes qui n'ont pas donné le sentiment d'une société maîtresse d'elle-même, à l'exception peut-être de la démocratie américaine qui, tout de suite, dans sa constitution a prévu le contrôle du pouvoir avec les « checks and balances » (freins et contrepoids).

**Révolte fiscale.** Nous sommes dans un moment où la constitution de la Ve République est arrivée au comble de l'accroissement des pouvoirs qu'elle a conféré au chef de l'Etat.

Pour répondre à l'instabilité gouvernementale de la IV<sup>e</sup> République, elle réduit le Parlement à une chambre d'enregistrement. La haute administration a obtenu une emprise de plus en plus étroite sur la vie quotidienne des citoyens et elle est entièrement dévouée au président de la République qui fait la carrière de ses membres.

Quand la France atteint le record du monde des prélèvements obligatoires, il n'y a nulle surprise à voir éclater une révolte fiscale comme celle des Gilets jaunes. C'est pourquoi ce mouvement a commencé en suscitant une forte sympathie générale et une grande complaisance médiatique. Cette révolte avait des causes importantes et réelles, et, en dépit des nombreuses tentatives de récupération, elle n'apparaissait pas comme le véhicule d'une ou plusieurs ambitions personnelles.

Or, si la problématique de ce mouvement a sa cohérence, ses manifestations de violence aveugle, extrême, souvent préméditée, ponctuées d'invectives et de discours scandaleux, que les participants tolèrent, sans en mesurer le sens et l'orientation, sont révélatrices d'un malaise bien plus profond qu'une seule révolte fiscale.

*Face à ces dérèglements graves, notre Etat omnipotent est impuissant à faire régner l'ordre et la sécurité, comme à remédier à la profonde crise financière qu'il a créée par des décennies de dépenses exorbitantes et inutiles, et à conjurer la crise sociale, exacerbée par la ségrégation entre la métropole parisienne et le reste du pays.*

La proclamation par certains d'un antisémitisme ignoble et revigoré, qui se donne pignon sur rue en se voilant à peine derrière le conflit du Proche-Orient alors qu'il va jusqu'à profaner des tombes, met en cause les bases mêmes de notre démocratie. Cette révolte s'en prend systématiquement à de petits commerçants qu'elle ruine, tout en tenant un ridicule discours de lutte des classes, qui conduit en réalité à la haine de tous ceux qui sont plus riches, plus éduqués, plus connus... Les [Gilets jaunes](#) saccagent des monuments publics comme l'Arc de Triomphe, qui sont le symbole de notre cohésion nationale et du sacrifice consenti de certains pour le bien de tous.

**Tentation populiste.** Face à ces dérèglements graves, notre Etat omnipotent est impuissant à faire régner l'ordre et la sécurité, comme à remédier à la profonde crise financière qu'il a créée par des décennies de dépenses exorbitantes et inutiles, et à conjurer la crise sociale, exacerbée par la ségrégation entre la métropole parisienne et le reste du pays.

De plus, l'Etat central lui-même n'est pas vierge de toute tentation populiste : il donne souvent le mauvais exemple quand il met à mal la démocratie représentative, quand il dépossède le Parlement de ses responsabilités naturelles afin de pouvoir décider en son lieu et place, quand il veut réduire le nombre des parlementaires ou leur droit à être réélus, ou quand il s'en prend à l'autonomie et à la responsabilité des collectivités locales pourtant élues au suffrage universel. Ainsi il croit flatter le peuple et lui plaire en lui opposant les prétendues élites politiques, économiques ou médiatiques.

*La démocratie représentative, c'est la loi faite par le Parlement et non par les bureaux ministériels qui ne pensent qu'à augmenter leurs pouvoirs, persuadés qu'ils sont d'être les seuls détenteurs de l'intérêt général, alors que la discussion enrichit toujours un projet.*

La démocratie représentative, c'est la garantie de la séparation des pouvoirs chère à Montesquieu, c'est l'équilibre des pouvoirs qui se contrôlent mutuellement comme dans le système américain des « checks and balances ». Le Président Trump, malgré tout son désir et son énergie, ne peut faire tout ce qu'il veut. La démocratie représentative, c'est la loi faite par le Parlement et non par les bureaux ministériels qui ne pensent qu'à augmenter leurs pouvoirs, persuadés qu'ils sont d'être les seuls détenteurs de l'intérêt général, alors que la discussion enrichit toujours un projet. La démocratie directe qu'appellent à cor et à cri les populistes, c'est la force des minorités agissantes, éventuellement violentes dans les pires des cas, ou bien c'est une vaste et hypocrite manipulation dont on extrait ce qu'on veut.

Le grand débat et les « cahiers de doléances » donneront lieu au dépouillement de l'ordre du million de documents. La synthèse sera faite par un procédé mécanique à partir de critères préalablement définis. Des collectivités locales sont déjà sollicitées pour le faire à leurs frais ! Le débat aura lieu jusqu'au 15 mars 2019 mais les documents doivent être déjà remis le 20 février au plus tard ! Quelle représentativité du peuple souverain dans la collecte ? Quelle fiabilité dans le dépouillement ? Quelle pertinence de conclusions non débattues et non contredites ?

Les salamalecs habituels, les petites habiletés, l'eau bénite démocratique, ne suffiront pas à faire oublier cet épisode interminable et désastreux pour le pays. La remise en ordre prendra du temps, inutile de le cacher. Elle passe par la profonde réforme d'un Etat dépassé, qui s'y refuse par toute sa culture jacobine et méprisante. Nous entrons dans un cycle qui exige du ressourcement, faute de quoi nous nous engageons vers l'abaissement durable de notre pays. Le populisme tous azimuts est le cancer de la démocratie.

populisme - gilets jaunes - démocratie